

Les socialistes et la Grande Guerre

Gilles Candar

La journée d'études qui s'est tenue les 26 et 27 mai 2009 sur « les socialistes et la Grande Guerre, réseaux, parcours et expériences » à l'université de Metz était organisée par Romain Ducoulombier avec le soutien du Centre de recherche lorrain d'histoire et de la Fondation Jean-Jaurès.

L'historiographie de la Grande Guerre se porte assurément bien et pourrait même être considérée comme un sujet en vogue à la fois pour le public et pour le milieu universitaire. Elle a privilégié ces dernières années une approche culturelle et sociale portée par les animateurs de l'Historial de Péronne, Annette Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, Christophe Prochasson, Anne Rasmussen et d'autres, comme par leurs contradicteurs du CRID. Mais, bien qu'il s'agisse de la spécialité du principal historien français de la Grande Guerre, Jean-Jacques Becker, et malgré la présence des forts travaux de Fabienne Bock et quelques autres, l'historiographie politique liée à la guerre n'a pas profité au même point de cet engouement.

C'est sans doute ce qui a amené les professeurs François Cochet et Olivier Dard à soutenir les efforts de Romain Ducoulombier, auteur d'une thèse remarquée, sous la direction de Marc Lazar à l'IEP de Paris, qui portait sur *Régénérer le socialisme, aux origines du communisme français 1905-1925*, en vue d'ouvrir, sinon un nouveau front historiographique, du moins une offensive à la fois concertée et plurielle portant spécifiquement sur cette question. L'objet de la journée portait sur une famille politique particulière, certes minoritaire dans la France de 1914-1918, mais au positionnement capital, celle formée par les socialistes, alors même qu'on pouvait penser que depuis les études classiques d'Annie Kriegel, Jean-Jacques Becker et Madeleine Rebérioux, il ne restait plus grand-chose à explorer.

Ces grands travaux malgré tout s'inscrivaient nécessairement dans le cadre du questionnement de leur temps, fortement marqué par les affrontements idéologiques, la question des responsabilités de la guerre, du pouvoir et de la révolution bolchevique. Aujourd'hui, les développements de l'histoire de l'État, du fonctionnement des pouvoirs, les approches nouvelles aussi bien des politistes que des historiens ont malgré tout un peu déplacé le regard, et renouvelé le questionnement. Olivier Dard, François Cochet, Romain Ducoulombier et Nicolas Roussellier ont ainsi plaidé tour à tour pour un classicisme rénovateur, s'appuyant sur un retour aux archives, pour approfondir problématiques et connaissances sur les méthodes et les objectifs des acteurs politiques, les transformations de l'exécutif gouvernemental et de la pratique parlementaire, les différentes formes de l'intervention politique en dehors du seul jeu des évolutions de la presse ou des prises de position publiques des groupes dirigeants, mutations dont l'étude gagne à ne pas être isolée mais reliée à celle des forces voisines ou adverses.

Les deux journées se sont employées ensuite à faire la démonstration concrète des possibilités offertes par un tel programme. Ainsi Pierre Chancerel s'est intéressé à l'action ministérielle de Marcel Sembat, souvent délaissée au profit de celle jugée plus emblématique d'Albert Thomas à l'Armement, ou expédiée en quelques clichés souvent issus des mêmes sources. De fait, Sembat s'affirme comme un ministre soucieux d'action pragmatique, à l'écoute des experts. Très vite, en dehors des difficultés inhérentes à la situation, il apparaît qu'il pêche justement par l'insuffisance de l'appréhension politique de son rôle, malhabile à donner une signification propre à une gestion qui se voulait d'autant moins innovante que Sembat, journaliste lettré, était un spécialiste des postes ou d'autres domaines de l'action publique, mais pas particulièrement des Travaux publics. Florent Lazarovici, absent, avait communiqué son texte sur la gestion d'Albert Thomas, ses orientations et objectifs militaires et politiques,

mais ce double regard permettait une analyse comparée de deux expériences ministérielles voisines et différentes.

Yves Billard, spécialiste des républicains socialistes et des socialistes indépendants, s'est attaché au groupe de *La France libre*, qui veut maintenir en 1918 l'esprit des « socialistes d'Union sacrée », mais se trouve confronté aux difficultés de la situation provoquée par les reclassements de la fin de la guerre, du changement de majorité et de la montée en puissance de la révolution russe comme thème politique discriminant au sein du socialisme français.

André Loez a discuté quant à lui de l'interprétation traditionnelle des mutineries de 1917 et de leur politisation produite par Guy Pedroncini. Dans une intervention éloquente et qui fut discutée, il s'emploie à montrer que cette politisation n'était pas aussi évanescence qu'on a pu le penser même si elle prenait des formes inédites ou originales : bref, il amène à revenir sur ce qu'on appelle au juste « politisation » et les différentes formes que celle-ci peut revêtir.

Romain Ducoulombier pose ce problème de manière toute différente par une étude de cas : la famille d'intellectuels socialiste banlieusarde Dispan de Floran, avec un père majoritaire, un fils de plus en plus soucieux d'échapper au massacre (en vain finalement) et une mère qui choisit le parti de son fils et remet en cause le bien-fondé de la politique majoritaire. Le journal de Thérèse Dispan de Floran et les lettres échangées entre les trois protagonistes permettent de poser les enjeux aussi bien personnels que publics de l'attitude des socialistes pendant la guerre.

Le débat socialiste sur la guerre ne concerne pas que la France : là aussi ont été privilégiées des approches fondées sur la connaissance de petits groupes aux fortes caractéristiques : les socialistes belges en exil (Michael Amara), progressivement déconnectés de leurs compatriotes qui vivent en territoire occupé, la société fabienne en Grande-Bretagne et ses relations complexes avec un travaillisme lui-même divisé (Emmanuel Jousse) et les remuants exilés russes en France, journalistes ou ouvriers de la casquette (Olivia Gomolinski).

L'histoire du socialisme doit être décroïsonnée, non seulement en étant internationalisée, mais aussi en étant replacée dans son contexte politique national et dans ses relations, multiples et non univoques avec les autres forces politiques. Pour ce faire, Aude Chamouard avait choisi de s'intéresser au député socialiste de la Nièvre Jean Locquin, militant actif de la majorité, intellectuel (avocat et docteur ès lettres) dont la correspondance a été conservée par les Archives nationales, et de voir en quoi son intervention se conformait ou se distinguait de celle de ses collègues républicains. Jean-Yves Le Naour et Gilles Candar regardaient quant à eux les socialistes à leurs confins : dans le premier cas, au travers du cas Malvy, ministre radical, proche des socialistes, mais pas tant que cela, dont le destin politique et personnel pendant la guerre puis après elle est particulièrement heurté, et qui permet de voir d'un nouvel œil les rapports entre radicalisme et socialisme ; dans le second avec celui de l'opposition socialiste au gouvernement de guerre de Clemenceau, là aussi pas si absolue et univoque que l'on pourrait le penser, ni d'un côté, ni de l'autre.

Ces journées se sont conclues par une table ronde aux échanges fournis sur l'histoire politique de la Grande Guerre, ses conditions d'existence et de développement, animée par Romain Ducoulombier. La politisation des buts de guerre, la rationalisation des acteurs, l'ampleur des refus, la question de la participation ministérielle, de ses diverses significations et implications, de l'expertise, de la respectabilité et de l'intégration du socialisme ont notamment été discutées. Les participants à ces journées ont eu le sentiment d'avoir utilement travaillé, la publication prochaine de leurs échanges par la Fondation Jean-Jaurès permettra aux lecteurs intéressés de ratifier ou non cette impression.